

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1923

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

PRÉSENTÉE PAR

RENÉ ROUYER

Licencié en Droit

Les applications jurisprudentielles
de la loi du 31 Juillet 1920
réprimant la provocation à l'avortement
et la
propagande anticonceptionnelle

Président de thèse : M. le Professeur BALTHAZARD

PARIS
LIBRAIRIE LE FRANÇOIS
91, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 91

1923

26

THÈSE
POUR LE DOCTORAT
EN MÉDECINE

52

THE

PHYSICIAN'S

IN MEDICINE

Année 1923

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

PRÉSENTÉE PAR

RENÉ ROUYER

Licencié en Droit

Les applications jurisprudentielles
de la loi du 31 Juillet 1920
réprimant la provocation à l'avortement
et la
propagande anticonceptionnelle

Président de thèse : M. le Professeur BALTHAZARD

PARIS
LIBRAIRIE LE FRANÇOIS
91, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 91

1923

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

DOYEN DE LA FACULTÉ : M. ROGER.

Anatomie
Anatomie médico-chirurgicale
Physiologie
Physique médicale
Chimie organique et chimie générale
Bactériologie
Parasitologie et histoire naturelle médicale
Pathologie et thérapeutique générales
Pathologie médicale
Pathologie chirurgicale
Anatomie pathologique
Histologie
Pharmacologie et matière médicale
Thérapeutique
Hygiène
Médecine légale
Histoire de la médecine et de la chirurgie
Pathologie expérimentale et comparée

Clinique médicale

Hygiène et clinique de la première enfance
Clinique des maladies des enfants
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques
Clinique des maladies du système nerveux
Clinique des maladies contagieuses

Clinique chirurgicale

Clinique ophtalmologique
Clinique des maladies des voies urinaires

Clinique d'accouchements

Clinique gynécologique
Clinique chirurgicale infantile
Clinique thérapeutique
Clinique oto-rhino-laryngologique
Clinique thérapeutique chirurgicale
Clinique propédeutique

MM.
NICOLAS.
CUNÉO.
RICHET.
André BROCA.
DESGREZ.
BEZANÇON.
BRUMPT.
Marcel LABBÉ.
N...
LEGÈNE.
LETULLE.
PRENANT.
RICHAUD.
CARNOT.
Léon BERNARD.
BALTHAZARD.
MÉNÉTRIÉR.
ROGER.
ACHARD.
WIDAL.
GILBERT.
CHAUFFARD.
MARFAN.
NOBECOURT.

CLAUDE.
JEANSELME.
P. MARIE.
TEISSIER.
DELBET.
LEJARS.
HARTMANN.
GOSSET.
DE LAPERSONNE.
LEGUEU.
BRINDEAU.
COUVELAIRE.
JEANNIN.
FAURE.
Auguste BROCA.
VAQUEZ.
SEBILLEAU.
DUVAL.
SERGENT.

AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.
ABRAMI.
ALGLAVE.
BASSET.
BAUDOUIN.
BLANCHETIÈRE
BRANCA.
CAMUS.
CHAMPY.
CHEVASSU.
CHIRAY.
CLERC.
DEBRÉ.

DESMAREST.
DUVOIR.
FIESSINGER.
GARNIER.
GOUGEROT.
GRÉGOIRE.
GUENIOT.
GUILLAIN.
HEITZ-BOYER.
JOYEUX.
LABBÉ (H.).
LAINÉL-LAVASTINE
LANGLOIS.

LARDENNOIS.
LE LORIER.
LEMIERRE.
LEQUEUX.
LEREBoullet.
LERI.
LÉVY-SOLAL.
MATHIEU.
METZGER.
MOCQUOT.
MULON.
OKINCZYC.
PHILIBERT.

RATHERY.
RETTERRER.
RIBIERRE.
ROUSSY.
ROUVIÈRE.
SCHWARTZ.
STRÖHL.
TANON.
TERRIEN.
TIFENEAU.
VILLARET.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.



A MES PARENTS

En témoignage d'affection et de reconnaissance.

MEIS ET AMICIS

A MES MAITRES DANS LES HOPITAUX DE NANCY ET DE PARIS

A MON PRESIDENT DE THESE :

MONSIEUR LE PROFESSEUR BALTHAZARD,
Professeur de Médecine légale à la Faculté de Paris,
Membre de l'Académie de Médecine,
Conseiller technique chargé du service
d'identité judiciaire,
Chef d'escadron au 120^e régiment d'artillerie lourde,
Officier de la Légion d'Honneur.

En le remerciant du grand honneur
qu'il nous a fait en voulant bien accep-
ter la présidence de cette thèse.

Il nous a inspiré ce travail et nous en
a fourni les principaux éléments avec
la plus grande bienveillance. Qu'il re-
çoive ici l'expression de notre très vive
gratitude.

PREMIERE PARTIE

La théorie de Malthus. — Les théories anticonceptionnelles modernes. — La crise de dénatalité et ses causes. — Les remèdes possibles. — Les dangers de la propagande anticonceptionnelle. — Le projet de loi Barthou et la genèse de la Loi du 31 juillet 1920.

Peu de questions sont plus à l'ordre du jour que celle des dangers que fait courir au pays l'extension de la propagande et des pratiques néomalthusiennes. Des médecins, des économistes sont venus, statistiques en mains, démontrer l'étendue et la gravité du mal. De louables efforts sont tentés par une partie de la presse qui s'efforce de limiter le danger en essayant de divulguer ces notions dans le public et en faisant appel au patriotisme de ses lecteurs. Le Parlement lui-même s'est ému et, voyant avec raison dans la propagande néomalthusienne jointe à la fréquence des avortements

criminels une menace de mort pour le pays, il a voté la *loi du 31 juillet 1920*.

Avant d'étudier cette loi et les applications pratiques dont elle est susceptible, il est bon de définir ce qu'il faut entendre au juste par les termes de malthusianisme et de néomalthusianisme, de connaître les raisons invoquées par ces diverses doctrines pour justifier leur existence et les moyens qu'elles préconisent pour atteindre leur but. Il est bon aussi d'insister sur les sérieux inconvénients qui ont fini par rendre l'intervention du législateur indispensable.

I. — Le Malthusianisme.

Malthus, économiste anglais né en 1766 et mort en 1834, a craint que la production ne suffise plus un jour à la consommation. Dans une formule qui a eu une vogue considérable, il a affirmé que la population tendait à s'accroître suivant une progression géométrique tandis que les moyens de subsistance ne pouvaient s'accroître que suivant une progression arithmétique. Si aucun obstacle n'était mis au développement de la population, il arriverait fatalement un moment où les objets de consommation seraient insuffisants pour nourrir le nombre d'hommes habitant sur la surface de la terre. Heureusement, disait Malthus, deux ordres d'obstacles peuvent agir en sens inverse pour maintenir la population au niveau de ses moyens de subsistance : le premier est destructif; c'est la mise

en coupe réglée de l'espèce humaine s'exerçant par les guerres, les épidémies, les famines, la misère, de sorte que ces fléaux lui apparaissent à ce nouveau point de vue comme nécessaires et presque providentiels.

L'autre obstacle est préventif : Malthus conseille pour l'avenir aux hommes de limiter eux-mêmes par leur propre volonté l'accroissement de la population. Il leur préconise, à cet effet, « la contrainte morale », c'est-à-dire de ne se marier que lorsqu'ils auraient des ressources suffisantes pour entretenir des enfants. En recommandant le célibat à ceux qui n'avaient pas les ressources suffisantes pour élever les enfants, Malthus proscrivait à plus forte raison les unions illégitimes dont les résultats au point de vue de la natalité auraient été les mêmes. Il déclarait que sa « contrainte morale » implique l'abstention de tout rapport sexuel.

Telle était, dans ses grandes lignes, la « théorie de la population » de Malthus, théorie d'ailleurs fort contestable au point de vue économique.

On est à même maintenant de mesurer l'abîme qui sépare la pure doctrine malthusienne des pratiques préconisées et connues sous le nom très impropre de néomalthusianisme : elles n'ont en réalité aucune analogie avec les remèdes recommandés par Malthus ; aussi est-ce avec raison que la loi de 1920 parle de « propagande anticonceptionnelle » : ces termes sont plus exacts que ceux de « propagande néomalthusienne ».

II. — Les Théories anticonceptionnelles.

Les obstacles préventifs de ceux qui, revendiquant l'autorité de Malthus, s'intitulent néomalthusiens ne consistent plus dans la « contrainte morale » mais dans la dissociation artificielle de deux actes ou plutôt de deux fonctions physiologiques si étroitement associées par la nature que longtemps elles n'en avaient pour ainsi dire fait qu'une : fonction sexuelle d'une part, fonction de reproduction de l'autre. Si, dans l'esprit de Malthus, elles se confondaient, au contraire les adeptes de ces nouvelles doctrines n'entendent pas se priver des satisfactions sexuelles, mais seulement éviter les naissances par des pratiques anticonceptionnelles. Or il importe de savoir — et ce point sera développé plus loin — que ces pratiques anticonceptionnelles jouent avec une telle force dans certains pays, particulièrement en France, que c'est l'état stationnaire et même rétrograde de la population qui devient un sujet d'inquiétude. De leur fait, les prévisions de Malthus sont en défaut : c'est non plus la surpopulation, mais la dépopulation qui est à redouter; dans beaucoup de nos départements le nombre des naissances est actuellement inférieur au nombre des décès (pendant le premier semestre 1922, 51 départements ont eu plus de décès que de naissances).

Pour ceux qui se proclament les nouveaux disciples de Malthus, la conception, loin d'être envisagée comme un phénomène physiologique et par conséquent nor-

mal, prend le rang d'un véritable processus pathologique : le spermatozoïde est assimilé à un germe pathogène de nocivité comparable à celle d'un bacille d'Eberth ou de Koch : la femme a le droit de se préserver contre ses atteintes. Si elle ne l'a pas fait, le fœtus à son tour devient un agresseur qui vient menacer l'existence de la mère : l'embryon qui se développe dans l'utérus est assimilé à une tumeur maligne. La femme a bien le droit de se faire enlever un néoplasme utérin, de se faire extirper un kyste ovarien : comment dès lors lui dénier celui de se débarrasser d'un intrus qu'elle n'a pas désiré, d'un parasite dont le développement constitue une menace directe pour sa santé ?

Il faut être de mauvaise foi pour méconnaître ainsi la différence biologique fondamentale séparant la prolifération néoplasique du développement ovulaire. Le premier processus a pour terme la mort, le second engendre la vie : les résultats sont diamétralement opposés ! M. le Professeur Prenant a montré la profonde inexactitude de cette assimilation pseudo-scientifique : « Admettons, dit-il, que l'embryon qui se développe dans le sein de sa mère soit un néoplasme, une tumeur envahissante, et que ce terme puisse s'appliquer à la fois à un cancer et à l'embryon greffé par son placenta. Reste entre les deux une différence physiologique importante : le cancer n'a pas d'avenir et meurt avec celui qui le porte. L'embryon peut survivre à celle qui le porte : seul il est un individu, une potentialité » (Questions de sociologie médicale).

Telles sont cependant les théories anticonception-

nelles modernes. Dans une brochure que firent paraître en 1912 MM. le Professeur Balthazard et Eugène Prévost, intitulée « Une plaie sociale » et qui était un cri d'alarme contre la progression du nombre des avortements criminels et contre les progrès du néomalthusianisme, on peut voir rapporté le fait suivant : En 1896, Paul Robin fonda la Ligue de la régénération humaine, plus justement appelée Ligue du suicide national. Cette ligue préconise « la procréation consciente et limitée ». Son journal écrit : « Un fœtus n'est qu'une portion du corps d'une femme; elle peut donc en disposer à son gré comme de ses cheveux, des ses ongles, de ses excréments; l'oppression de dirigeants ineptes et malfaisants a seule pu en décider autrement ».

Ces exemples font saisir le rapport intime existant entre la propagande anticonceptionnelle et la provocation à l'avortement. Ces délits sont des modalités particulières inspirées par la même idée générale. L'application d'une même théorie entraînera, selon les circonstances, ou bien la mise en œuvre de procédés anticonceptionnels, ou bien — si la grossesse n'a pu être évitée — les manœuvres abortives; aussi bien s'explique-t-on parfaitement que la loi de 1920, loi unique, réprime à la fois deux délits qui peuvent d'abord sembler très différents : la propagande anticonceptionnelle et la provocation à l'avortement

Causes. — Si on cherche à pénétrer les causes du

développement considérable pris par les pratiques anticonceptionnelles, il semble que l'on se trouve en présence d'une loi économique d'ordre général voulant que le développement de la civilisation et par suite de l'aisance et de l'opulence vienne concurrencer le désir de reproduction. La natalité se restreint dans toutes les classes au fur et à mesure qu'elles s'élèvent vers l'aisance et chez tous les peuples à mesure qu'ils progressent en bien-être : il y a simultanément un développement de l'égoïsme individuel, un besoin de luxe et de confort qui fait que l'on évite les enfants pour ne pas restreindre son train de vie. En France, la natalité était plus faible dans les classes riches que dans les classes pauvres, mais, au fur et à mesure que les salaires augmentent, la classe ouvrière commence à devenir elle-même néo-malthusienne. On a parfois incriminé la diminution de l'esprit religieux : il est bien difficile de se faire une idée exacte de la part attribuable à ce facteur.

Remèdes. — En ce qui concerne l'avortement criminel, d'importantes mesures sont actuellement à l'étude devant le Parlement : elles seront étudiées plus loin.

De plus on ne saurait dénier une certaine valeur prophylactique à certaines réformes législatives qui existent déjà actuellement. La fille enceinte pouvait être poussée à l'avortement par la perspective de la situation inférieure réservée à son enfant; or la loi du 25 mars 1896 a augmenté considérablement les droits successoraux de l'enfant naturel reconnu (bien qu'ils

soient encore loin d'égaliser ceux de l'enfant légitime). D'autre part, les filles-mères abandonnées ne reculaient pas devant l'avortement pour échapper à une maternité trop lourde à supporter pour elles seules : depuis la loi du 16 novembre 1912 qui admet la recherche de la paternité naturelle, elles ont la possibilité — dans certains cas du moins — de poursuivre leur séducteur, de le faire connaître et de l'obliger à subvenir aux frais d'entretien de l'enfant.

Pour ce qui est de la prophylaxie des pratiques anticonceptionnelles, il faut éviter que l'enfant ne soit une gêne trop considérable pour ses parents : des dégrèvements d'impôts devront être accordés aux chefs des familles nombreuses. L'impôt sur le revenu est entré dans cette voie, mais trop timidement. Ce système paraît d'ailleurs préférable, étant donné les difficultés de notre situation budgétaire actuelle, à celui des subsides accordés aux familles à partir d'un nombre déterminé d'enfants (aide nationale aux familles nombreuses). On a également envisagé des exemptions totales ou partielles du service militaire.

On peut enfin mentionner la proposition, formulée par certains qui craignent la diffusion des pratiques anticonceptionnelles parmi les classes rurales, du retour à la liberté de tester. On connaît l'orgueil que nourrit le paysan pour sa terre : ce sentiment est parfois assez puissant pour l'inciter, dans le but d'éviter le morcellement posthume de ses immeubles, à limiter volontairement le nombre de ses enfants.

Le général Maitrot, qui a fait paraître dernièrement une série d'articles dans « *l'Echo de Paris* », voit dans le régime successoral actuel une grande cause de dénatalité. « Dans le pays où règne la liberté du testament, écrit-il, et il en était ainsi d'une façon générale dans l'ancienne France, le domaine patrimonial reste intact et se transmet de génération en génération. La famille est féconde parce qu'elle ne craint pas que la terre lui manque et parce que les enfants sont une source de richesse pour les parents. L'héritier désigné par le père et fixé au domaine le fait valoir; ses frères et sœurs munis de leur quote-part de l'héritage, de leur soulté, se marient dans le voisinage, cherchent à la ville une profession de leur choix ou émigrent aux colonies où ils font souvent de brillantes fortunes. C'est ce système qui, jusqu'à la Révolution, a fait la France grande et puissante entre les nations » (*Echo de Paris* du 31 août 1922).

Au contraire, le partage du sol entre tous les héritiers crée le morcellement de la propriété foncière : sur les parcelles de terres qui leur sont échues les possédants ne peuvent plus vivre; ils émigrent ou tombent dans l'indigence.

Les législateurs de la période révolutionnaire, voulant abolir tout souvenir de féodalité et désireux d'abattre la puissance de l'ancienne noblesse qui avait pour support la grande propriété foncière, mirent tout en œuvre pour supprimer cette dernière. Les lois successorales de l'époque, surtout celle de nivose an II, furent, comme on a dit, des machines à broyer le sol

dont elles visaient la division à l'infini; leurs dispositions furent partiellement adoptées, après des amendements, par le code Napoléon et elles régissent encore la matière des successions.

Certes le régime sucessoral a une influence incontestable sur le développement d'une nation. L'importance de ce facteur ne saurait être mise en doute. On peut cependant remarquer qu'au cours de la première moitié du 19^e siècle, la France ne souffrait pas de la dénatalité et qu'elle a alors connu des périodes de réelle prospérité économique; elle vivait néanmoins sous l'empire du titre des successions du Code Civil, comme actuellement.

La vérité est qu'à cette époque la propagande anticonceptionnelle n'existait pas. Jusqu'aux environs de 1830, l'aristocratie et la bourgeoisie étaient seules un peu largement initiées aux précautions anticonceptionnelles et les travailleurs des villes et des campagnes, obéissant naïvement à l'instinct génésique, multipliaient sans restriction le nombre de leurs enfants (Paul Bureau : l'Indiscipline des mœurs).

C'est à la fin du 19^e siècle que celle-ci a commencé à prendre un développement inquiétant. Mais c'est surtout au lendemain de la formidable saignée dûe à la guerre qu'elle s'étalait librement au grand jour avec un cynisme fortifié par la certitude de l'impunité complète : il n'existait en effet aucun texte législatif capable de la frapper.

Elle sévissait surtout dans certaines régions, particulièrement dans les centres ouvriers, du Nord de la

France (Roubaix-Tourcoing), s'exerçant par des prospectus adressés aux femmes et intitulés : « Moyens d'éviter la grossesse — Beaucoup ou pas d'enfants — Mesures préventives contre la grossesse ». Elle revêtait même la forme de véritables entreprises commerciales solidement organisées et pourvues de tous les moyens de publicité modernes. Des conférences avaient lieu auxquelles on conviait les jeunes gens des deux sexes; elles étaient illustrées de projections cinématographiques reproduisant les coupes anatomiques de Sappey et montrant la disposition des organes intra-pelviens de la femme. On expliquait de la même façon les phénomènes fondamentaux de la fécondation, puis ceux de la fixation et du développement de l'œuf à l'intérieur de l'utérus. Après cet exposé d'anatomie et de physiologie élémentaires, rendu plus suggestif par l'image, on expliquait comment la grossesse pouvait être évitée et on indiquait les divers moyens à mettre en œuvre dans ce but. A la sortie même de la conférence, les instruments préconisés étaient mis à la disposition des auditeurs et ces ventes massives en facilitaient la diffusion; plusieurs Bourses du Travail avaient ouvert des comptoirs spéciaux où les ouvriers et leurs femmes trouvaient à acheter les appareils libérateurs. Des émissaires dûment stylés allaient jusqu'à attendre les jeunes filles à la sortie des ateliers pour solliciter leur présence à ces conférences. Vis à vis des propagandistes, l'inertie des pouvoirs publics était absolue; bien plus, il s'est trouvé des maires qui ont mis à la disposition des commis-voyageurs camou-

flés et conférenciers, pour ces séances de démonstration, les locaux de leur commune, les préaux des écoles primaires.

Les dangers du néomalthusianisme. — Le développement de cette propagande était de nature à aggraver singulièrement la crise de dénatalité sévissant en France, crise dont les progrès continus s'accusent par les statistiques; il soulevait un problème des plus angoissants puisqu'il ne s'agit ni plus ni moins que de notre avenir en tant que nation. A ce point de vue, l'examen des chiffres est assez éloquent pour se passer de tout commentaire.

Pendant une période de dix ans, de 1896 à 1906, on a pu établir une comparaison entre l'augmentation de la population des grands pays d'Europe. Le taux annuel de l'augmentation pour 100 habitants a été le suivant :

Allemagne : 18,2;

Autriche-Hongrie : 13,2;

Angleterre : 11,8;

Italie : 10,8;

France : 1,5 seulement.

De 1870 à 1910, la population de l'Allemagne est passée de 39 à 65 millions d'habitants alors que celle de la France ne s'est pas modifiée.

En l'année 1911, l'excédent des naissances sur les décès a été de 739.000 pour l'Allemagne, de 33.000 seulement pour la France.

Voici d'autre part des chiffres extraits du rapport

présenté devant la Chambre par M. Lafarge (Séance du 29 mars 1920) et qui accusent la diminution sans cesse croissante de notre natalité :

En 1876 le nombre des naissances en France était	
de	1.011.362
En 1913	745.509
En 1916	315.087

En l'année 1901, les décès l'ont emporté sur les naissances de : 25.938.

On prévoit pour 1922 cinquante mille naissances de moins qu'en 1921.

Si notre natalité accuse une décroissance progressive, le nombre des avortements criminels ne cesse par contre d'augmenter : c'est là l'autre face de la propagande néomalthusienne.

En 1905, Doléris pouvait signaler à la Société d'Obstétrique que la proportion des avortements à l'Hôpital Boucicaut avait triplé en l'espace de sept années, passant de 7,7 à 17,7. A Saint-Antoine elle était passée de 6,6 à 18,49. Cette progression se retrouvait à Tenon, Beaujon, Lariboisière.

Le nombre des avortements effectués par an à Paris est estimé très supérieur à 100.000. Le professeur Lacassagne estime que pour la seule ville de Lyon, le nombre des avortements commis par an est de 10.000 supérieur à celui des naissances; pour la France entière il serait de 500.000 par an. Il faut remarquer que ces chiffres datent d'avant la guerre; depuis, la propagande néomalthusienne a redoublé d'activité : on peut

affirmer à coup sûr qu'ils sont très inférieurs à la réalité actuelle.

Il est malheureusement certain que, si le mouvement ne s'arrête pas, la France ne tardera pas à tomber au rang des puissances secondaires puis, dans un avenir qu'on peut prévoir proche de un à deux siècles, la race française sera éteinte.

Peut-être la France ne disparaîtra-t-elle pas en tant que circonscription territoriale — c'est d'ailleurs peu probable car un tel amoindrissement de vitalité ouvre toutes les possibilités à un voisin haineux et avide de revanche — en tout cas, et c'est là le moindre mal qui puisse nous arriver, elle disparaîtra ethnographiquement car à l'élément autochtone se substitueront progressivement, par l'immigration et la naturalisation, des éléments étrangers.

Les recensements d'avant guerre révélaient le nombre considérable de Belges au Nord, d'Espagnols au Sud-Ouest, d'Italiens et d'Allemands qui venaient nous apporter de la main-d'œuvre. Pour certains économistes cette situation présente des avantages car un certain nombre de ces émigrants font souche en France et y restent; le législateur y a vu un moyen artificiel de repopulation, plusieurs fois déjà il a modifié les articles de début du Code Civil qui ont trait à la nationalité. Ces modifications ont eu pour but de faciliter à ces étrangers et même d'imposer à leurs descendants l'acquisition de la qualité de Français. En réalité cette immigration, qui constitue une véritable invasion

pacifique, a des dangers. Emile Faguet écrivait avant la guerre : « Un peuple non géniteur placé à côté de peuples très prolifiques ou seulement plus prolifiques que lui est doucement envahi par eux d'une façon continue. La France, entre l'Allemagne et l'Italie, perd pacifiquement une bataille par an. Les enfants qu'elle ne fait pas sont remplacés par ceux que font l'Allemagne et l'Italie et qu'elles nous envoient par manque de places chez elles et abandon de places vides chez nous ».

Les événements de la guerre ont malheureusement démontré les dangers d'avoir des individus appartenant à des nations ennemies naturalisés français : la naturalisation les mettait à l'abri des mesures d'expulsion, d'internement, de séquestres et favorisait des agissements contraires à l'intérêt national. Bien plus, en vertu de la loi allemande (loi Delbrück de juillet 1913), les sujets allemands étaient autorisés à se faire naturaliser en pays étranger tout en gardant leur qualité d'allemands et en restant soumis aux devoirs en découlant.

En pleine guerre, en 1915 et en 1917, on dut créer des lois et une procédure spéciale pour pouvoir déclarer ces individus déchus du bénéfice de leur naturalisation.

Telle est la situation créée par le néomalthusianisme. Avant la guerre, M. Charles Gide, professeur d'économie politique à la Faculté de Droit de Paris, la résumait déjà en une phrase qui fait image : « La France,

disait-il, est un îlot de sucre qui fond ». Or il ne faut pas, selon l'expression de M. le Professeur Balthazard, que la victoire de 1918 soit pour notre pays le chant du cygne. Il importe aussi — les dangers de la politique de naturalisation intempestive l'ont démontré — que la France reste aux Français.

C'est pour sauvegarder ces intérêts capitaux qu'on s'est déterminé à agir. On peut en effet lire dans l'exposé des motifs de la proposition de loi les phrases suivantes : « Depuis quelques mois, dans certaines régions notamment, la propagande néomalthusienne redouble d'activité; elle constitue un grave danger national et nécessite une répression énergique et immédiate. Au lendemain d'une guerre où près de 1.500.000 Français ont sacrifié leur vie pour que la France ait le droit de vivre dans l'indépendance et dans l'honneur, il ne saurait être toléré que d'autres Français aient le droit de tirer d'importants revenus de la multiplication des avortements et de la propagande malthusienne ».

A cette considération primordiale d'avenir national, d'autres raisons, certes bien secondaires en comparaison mais importantes elles aussi, étaient de nature à attirer l'attention des Pouvoirs publics : les conséquences de la dénatalité au point de vue de la production industrielle et du coût de la vie. Malgré le développement du machinisme, qui peut y suppléer dans une assez large mesure, une main-d'œuvre restreinte est de nature à augmenter le prix de revient des marchandises. L'insuffisance de la main-d'œuvre peut devenir

un facteur de vie chère et tendre à aggraver le bouleversement économique, sans précédent, créé par la guerre.

La genèse de la loi de 1920. — Pour combattre la pauc natalité, le Parlement a voulu s'attaquer aux causes directes : fréquence de l'avortement criminel d'une part, propagande anticonceptionnelle et provocation à l'avortement d'autre part. Il avait été saisi à cet effet d'une proposition déposée le 16 juin par MM. Lannelongue et Poirier, puis d'un projet gouvernemental présenté en juillet par M. Barthou, ministre de la Justice.

La loi du 31 juillet 1920, issue de ces débats, n'apporte qu'une solution incomplète au problème puisqu'elle ne répond qu'à une partie du programme fixé et ne modifie pas la législation relative à l'avortement criminel; sur ce dernier point l'accord n'a pu être réalisé devant la Chambre qui, récemment encore (4 juillet 1922), discutait cette question. Si actuellement il est impossible de prévoir les textes qui sortiront des débats ultérieurs, il n'est néanmoins guère possible, étant donné la connexité évidente de toutes ces questions, de ne pas énumérer ici les principaux remèdes qui ont été proposés pour diminuer la fréquence des avortements criminels.

a) *La correctionnalisation de l'avortement.* — L'article 317 du Code pénal, qui réprime l'avortement provoqué, le range parmi les crimes et en fait une

sorte de meurtre. Cette solution est très logique au point de vue juridique car il y a de la sorte une harmonie complète entre le droit criminel et les principes consacrés par le Code Napoléon : en effet au civil l'enfant non encore né est considéré par anticipation comme figurant déjà au nombre des personnes; le Code Civil fait application de cette règle aux successions (article 725), aux donations et aux legs (art. 906). Cette personnalité anticipée reconnue à l'enfant peut produire d'autres effets utiles, par exemple en matière de reconnaissance volontaire de paternité lorsque le père naturel craint de mourir avant la naissance de l'enfant; elle n'est cependant admise que dans l'intérêt de l'enfant. « Infans conceptus pro nato habetur quoties de commodis ejus agitur », dit l'adage classique. Donc, puisque le fœtus possède la personnalité juridique, le meurtre d'un fœtus — c'est-à-dire l'avortement — doit être puni au même titre que celui d'une personne et il ne saurait constituer un simple délit.

Si la solution de l'article 317 du Code Pénal est en concordance avec les principes du droit civil, elle ne présente pas moins de notables inconvénients pratiques. L'expérience prouve, en effet, que les jurés, bien qu'ils puissent du fait de la réforme de 1832 réduire considérablement la pénalité et l'abaisser de deux degrés par l'admission des circonstances atténuantes, se prononcent presque toujours pour la non culpabilité; en cette matière ils se montrent largement accessibles à la pitié, surtout si un avocat un peu habile sait émouvoir leur sensibilité. La proportion des ac-

quittements dépasse 75 %. En faisant de l'avortement un délit punissable de prison, on le déférerait aux tribunaux correctionnels : on pourrait ainsi le soustraire aux fantaisies sentimentales du jury et on serait sûr que les magistrats appliqueront la pénalité. Cette réforme a toujours trouvé un adversaire irréductible en la personne de M. le Professeur Pinard qui s'insurge contre l'idée de l'avortement-délit. « Ce crime national, ce meurtre individuel, dit-il, vous le déférez à la police correctionnelle. Allons donc ! c'est un crime qui doit être jugé par la plus haute juridiction. Je n'admets pas qu'on assimile l'avortement à un délit qui est constaté par le garde-champêtre ». Il peut certes paraître pénible à beaucoup d'esprits de voir un meurtre, d'autant plus lâche qu'il porte sur un être sans défense, être compté parmi les délits. Nous serions loin de la sévérité des vieux édits royaux qui allaient jusqu'à punir de mort non seulement les femmes coupables d'avortement, mais encore celles qui se bornaient à « occulter leur grossesse ». Cependant, en se plaçant à un point de vue strictement pratique, on peut se demander quel système est préférable : ou bien la menace problématique (on pourrait dire irréaliste puisque la coupable a la quasi certitude de l'impunité) d'une forte pénalité, ou bien la certitude d'une pénalité moins forte mais strictement et impitoyablement appliquée. Il semble bien qu'au point de vue de l'intimidation le second système soit de beaucoup plus efficace.

Le projet soulevait en second lieu la question de

l'excuse absolutoire de la femme avortée. Dans certaines affaires particulièrement graves où l'intérêt supérieur de l'Etat est en jeu, soit qu'il s'agisse de sa sécurité intérieure (complot pour changer la forme du gouvernement existant), soit qu'il s'agisse de sa sécurité extérieure (affaires intéressant la défense nationale), ou bien encore lorsque le crédit de l'Etat est en jeu (affaires de faux monnayeurs, contrefaçon d'effets émis par le Trésor), situations prévues par les articles 108, 138, 144 du Code Pénal, la loi, par une promesse d'impunité, encourage ceux qui sont compris dans le complot à dénoncer leurs complices. Les excuses absolutoires, tout en laissant subsister la culpabilité de l'agent, ont pour effet de supprimer la peine; moralement elles sont condamnables car elles constituent de véritables primes à la délation. Ces excuses sont inspirées par des considérations purement utilitaires : mettre tous les moyens en œuvre, même les faveurs accordées aux dénonciateurs, pour assurer la répression. Nul doute que la question de l'avortement, qui vraiment se confond avec celle de la pauc natalité et celle de notre avenir en tant que nation, soit une de celles où l'intérêt supérieur de l'Etat est en jeu; on ne saurait raisonnablement contester que cette question soit moins importante que celle du crédit de l'Etat.

On peut facilement remarquer que si les avortements criminels ont pris un tel développement, le fait ne tient pas seulement à l'insuffisance de la répression, mais aussi au défaut de poursuites. Beaucoup d'avortements sont ignorés : la carence de la répression est

aggravée du fait de la carence de la révélation. Ceci est d'ailleurs inévitable dans les nombreux cas où la femme inquiétée par les hémorragies et les phénomènes infectieux qui surviennent fréquemment à la suite des avortements provoqués, se voit dans la nécessité de se faire hospitaliser ou de consulter un médecin : ce dernier se trouve alors lié par le secret professionnel. La proposition de loi, tenant compte des difficultés que rencontrent les Parquets pour arriver à saisir les faits d'avortement, demandait que les médecins soient déliés du secret professionnel et réclamait l'organisation d'une surveillance des maisons d'accouchement.

Malgré l'urgence considérable de l'intervention des Pouvoirs publics, la correctionnalisation de l'avortement, l'excuse absolutoire de la femme avortée et surtout l'atteinte au secret médical n'en constituaient pas moins autant de questions délicates qui n'ont pas manqué d'engendrer de nombreuses polémiques.

C'est pourquoi, se rendant compte que le projet de loi, en raison de l'importance des questions soulevées, des nombreux amendements déposés, ne permettrait pas d'obtenir rapidement un vote définitif des deux Assemblées, M. Ignace a distrait du projet les textes déjà votés par le Sénat et sur lesquels l'accord paraissait certain. Aussi, si les dispositions relatives à la nature délictueuse de l'infraction, à la recherche des faits d'avortements ont disparu (elles sont toujours à l'ordre du jour de la Chambre), la partie relative à

la provocation à l'avortement et à la propagande anti-conceptionnelle a été reprise par lui dans une proposition qu'il a présentée à la Chambre des Députés le 23 juillet 1920. De cette proposition est sortie la loi du 31 juillet 1920, de sorte que depuis deux ans l'autorité judiciaire est armée pour réprimer les funestes efforts des néomalthusiens.

Il faut étudier maintenant les applications pratiques dont cette loi est susceptible, de même que les solutions qui ont été fournies par la jurisprudence.

DEUXIEME PARTIE

L'application de la Loi à la propagande anticonceptionnelle.— Les conceptions de la jurisprudence.

L'article 3 de la nouvelle loi stipule :

« Sera puni d'un mois à six mois de prison et d'une amende de 100 à 5.000 fr. quiconque, dans un but de propagande anticonceptionnelle, aura par l'un des moyens spécifiés aux articles 1 et 2 (mise en vente, offre, distribution de livres, d'écrits, d'imprimés, d'annonces, etc.; vente, mise en vente, distribution de remèdes, substances, instruments), décrit ou divulgué ou offert de révéler des procédés propres à prévenir la grossesse ou encore facilité l'usage de ces procédés. Les mêmes peines seront applicables à quiconque se sera livré à une propagande anticonceptionnelle ou contre la natalité ».

Les termes « dans un but de propagande anticonceptionnelle » ont dans ce texte une importance considérable qu'il est nécessaire de faire remarquer. car

l'intention apparaît ici comme un élément essentiel. Au point de vue pratique, de nombreuses conséquences vont en résulter.

a) En ce qui concerne la vente des appareils.

1° Dans un certain nombre de cas il s'agira d'instruments dont l'emploi est double, en ce sens qu'ils peuvent être employés dans un but de prophylaxie antivenérienne bien qu'ils soient également de nature à prévenir la grossesse. Le type de ces appareils est le condom ou préservatif, mince membrane de caoutchouc qui, en empêchant le contact direct de l'organe mâle avec la muqueuse vaginale, peut éviter, dans les cas de chancres indurés ou mous, de plaques muqueuses, de vulvo-vaginite ou de métrite cervicale gonococcique, la transmission des agents pathogènes; mais il est évident d'autre part que cet instrument coiffant complètement le gland s'oppose à l'issue du sperme et par là même joue comme un instrument anticonceptionnel.

Dans ces cas, il ne sera guère possible de poursuivre les pharmaciens, herboristes ou autres commerçants qui auraient exposé dans la vitrine de leurs magasins ou qui auraient vendu semblables instruments : en effet, ils pourront toujours arguer du rôle prophylactique de ces instruments et l'intention de propagande anticonceptionnelle pourra rarement être mise en lumière chez eux.

Cette intention ne deviendra évidente que dans des

circonstances particulières, par exemple s'il résultait de témoins que la remise de ces instruments avait été accompagnée de la part du vendeur d'explications verbales sur leur rôle anticonceptionnel ou encore si le vendeur en les délivrant avait joint des notices imprimées indiquant qu'ils constituent un obstacle à la fécondation.

2° Dans d'autres cas il s'agira d'instruments ne pouvant servir qu'à un usage anticonceptionnel : ce seront par exemple des éponges spéciales destinées à être appliquées sur le col utérin. Mais le type le plus répandu dans cette catégorie d'instruments est le pessaire occlusif, membrane de caoutchouc ayant la forme générale du préservatif masculin ; mis en place il prend point d'appui, par un anneau élastique, sur la partie supérieure du col au voisinage des culs-de-sac vaginaux et il coiffe comme un dôme l'extrémité libre du col, oblitérant le canal cervical. Ce pessaire, en s'opposant à la pénétration des spermatozoïdes dans l'utérus, fait obstacle à la fécondation ; il ne peut avoir d'autre rôle puisque, n'évitant aucunement le contact direct des muqueuses balanique et vaginale, il ne saurait faire obstacle à la transmission des maladies vénériennes. On peut noter, en passant, que son usage n'est pas absolument inoffensif, comme on pourrait le croire. M. le Docteur Guéniot signale, dans un article du « *Bulletin médical* » (20 décembre 1919), que l'usage des éponges et des pessaires en caoutchouc qu'on applique sur le col, en enfermant le mucus et les

sirosités, provoque des cervicites, endocervicites et endométrites infectieuses qui souvent aboutissent à des salpingites.

Puisque ces pessaires ne peuvent être utilisés que comme moyens préventifs de grossesse, l'intention de ceux qui les vendent ou les distribuent ne paraît pas douteuse; le seul fait de leur exposition ou de leur mise en vente devrait donc tomber sous le coup de la loi.

Or la jurisprudence en a décidé autrement. L'espèce suivante s'est présentée : Le commissaire de police, chef de la sûreté, avait saisi à Nantes, dans la vitrine du magasin d'un sieur P..., un préservatif pour femme, dit pessaire, qui y était exposé. Du rapport des médecins experts il résultait que le pessaire est un appareil dont la destination est uniquement la prophylaxie anticonceptionnelle. Cependant le Tribunal correctionnel de Nantes, par jugement du 2 décembre 1921, a renvoyé P... des fins de poursuite :

« Attendu, porte ce jugement, qu'il résulte tant des termes de l'article 3 que des travaux préparatoires, que le législateur, en édictant la loi du 31 juillet 1920, a eu pour but de réprimer non pas la vente des objets anticonceptionnels, mais la propagande anticonceptionnelle; que les expressions « quiconque aura dans un but de propagande anticonceptionnelle » ne laissent aucun doute à cet égard; que le but poursuivi est par suite un des éléments essentiels du délit; qu'il est donc nécessaire d'établir à la charge du prévenu qu'il a agi dans un but de propagande anticonceptionnelle; — Attendu que le ministère public voit dans le fait de

l'exposition et de la mise en vente un acte de propagande établissant nettement le but poursuivi par le prévenu et de nature à justifier la prévention; — Mais attendu qu'aucune loi interdit la fabrication, la vente ou même l'exposition d'instruments ou d'objets anticonceptionnels; que l'exposition ou la mise en vente reprochée au prévenu ne sont par elles-mêmes que l'un des moyens énumérés à l'article 2 pour perpétrer le délit; qu'ils n'en sont qu'un élément; qu'il y a lieu en outre d'établir que ces moyens ont été mis en œuvre dans un but de propagande anticonceptionnelle; — Attendu qu'en dehors de la mise en vente il n'est pas relevé contre le prévenu aucun acte, aucune manœuvre, aucun propos, aucune annonce ou prospectus pouvant permettre d'affirmer qu'en exposant les objets saisis P... agissait dans le but de faire de la propagande anticonceptionnelle; que la preuve du but délictueux poursuivi par le prévenu n'est donc pas rapportée; que par suite un élément essentiel du délit faisant défaut, la prévention manque de base légale ».

M. Le Poittevin, vice-président à la Cour d'Appel de Paris, dans un article paru dans la « *Revue de droit pénal et de criminologie* » de février 1922, s'élève avec raison contre cette interprétation de la loi.

« Evidemment, dit-il, si l'appareil avait pu être considéré comme servant en même temps à la prophylaxie antivénérienne, son exposition et sa mise en vente n'auraient pas suffi, en dehors de toute autre circonstance révélant les intentions du prévenu, pour établir

le but de propagande anticonceptionnelle. Mais, dans l'espèce, l'instrument, ainsi que l'avaient affirmé les experts, ne pouvait servir que comme moyen préventif de la grossesse; aussi, malgré l'affirmation contraire du jugement, on peut se demander si, dans ces conditions, l'exposition dans une vitrine aux regards des passants ne suffit pas pour justifier la prévention. Le fait de mettre sous les yeux d'un nombreux public de pareils objets ne constitue-t-il pas par lui-même un acte de propagande des plus dangereux ? ».

Il est à souhaiter que la jurisprudence abandonne la voie où elle semble vouloir s'engager; elle n'est d'ailleurs pas complètement fixée et il est possible qu'elle se modifie, que l'interprétation donnée par le tribunal de Nantes soit infirmée par des arrêts ultérieurs de la Cour de Cassation.

Si cette éventualité ne se produisait pas on serait en droit de dire que la loi n'a qu'incomplètement réalisé le but qu'il fallait atteindre : en effet, comme le fait remarquer M. Le Poittevin, la propagande anticonceptionnelle s'exerce sous deux formes : d'une part, la forme intellectuelle c'est-à-dire la divulgation des procédés évitant la grossesse et l'apologie de ces pratiques; d'autre part, la forme matérielle qui consiste dans l'offre, l'exposition, la mise en vente d'instruments destinés à mettre obstacle à la conception.

En ce qui concerne la forme intellectuelle de la propagande, la loi de 1920 assure certes une répression suffisante et efficace; on n'assistera plus aux faits scandaleux qui ont eu lieu dans de gros centres ou-

vriers après la terminaison de la guerre (distribution de tracts et de brochures, conférences avec projections cinématographiques).

Par contre, en ce qui concerne la forme matérielle de la propagande, la loi, du moins si l'interprétation actuelle de la jurisprudence triomphait, aurait de singulières lacunes : elle ne réprimerait pas l'exposition ou la mise en vente d'appareils dangereux au premier chef (puisqu'ils ne peuvent servir que comme moyens préventifs de la grossesse) en n'admettant pas que cette exposition, qui à elle seule constitue la pire des propagandes implique un élément intentionnel suffisant pour que la pénalité puisse s'appliquer.

b) En ce qui concerne la vente des substances et remèdes.

Les procédés instrumentaux auxquels il vient d'être fait allusion agissent en s'opposant soit à l'issue du spermatozoïde, soit à sa pénétration dans l'utérus. Il existe une seconde catégorie de procédés, ces derniers ne consistant plus dans la mise en œuvre d'appareils, mais dans l'utilisation de substances chimiques qui visent la destruction du germe mâle avant qu'il ait pu se fusionner avec l'ovule. Ce germe est en effet particulièrement vulnérable, sensible aux modifications physiques ou chimiques du milieu; nombreuses sont les conditions qui modifient la motilité et la vitalité des spermatozoïdes. Le refroidissement (maintien à une température inférieure à 30 degrés) les immobi-

lise; la chaleur excite leur motilité : le maximum d'effet excitant est produit à 40 degrés, au delà il se produit une action mortelle sur le spermatozoïde.

« Les solutions acides tuent brusquement le spermatozoïde dont les mouvements s'arrêtent en même temps que sa queue se replie et s'enroule par son extrémité terminale le long de sa portion initiale. Les solutions alcalines faibles jouissent au contraire de la propriété d'exciter et de réveiller au plus haut degré les mouvements des spermatozoïdes » (Gley, *Traité de physiologie*).

Ils perdent rapidement leurs mouvements dans l'eau, dans les solutions salines neutres concentrées, dans les liqueurs fortement alcalines, dans les liqueurs acides. Puisque des corps à fonctions chimiques aussi diverses que des acides, des bases, des sels sont doués de propriétés modificatrices vis à vis du spermatozoïde, on devine la multiplicité des remèdes doués d'une efficacité plus ou moins réelle qui sont utilisés dans le but d'éviter la fécondation : l'acide borique, le borate de soude, l'alun entrent dans la composition de nombreuses poudres soit disant anticonceptionnelles; l'eau vinaigrée, les solutions de permanganate de potasse, de formol, de sublimé à faible dose sont utilisées dans le but de prévenir la grossesse. Si l'on excepte le bichlorure de mercure dangereux, pouvant, étant absorbé par la muqueuse, déterminer une intoxication mercurielle et qui, inscrit au tableau A par la loi de 1916, ne peut être délivré sans ordonnance, on peut remarquer que les autres substances, susceptibles

d'ailleurs d'usages multiples, sont délivrées par les pharmaciens et les droguistes sans aucune difficulté.

De la multiplicité de leurs usages résultera ce fait que leur vente ne saura tomber sous le coup de la loi de 1920 lorsque « le but de propagande anticonceptionnelle » ne sera pas mis en évidence chez le vendeur. Par contre cette vente sera réprimée si elle a lieu en faisant mention des propriétés spermaticides du produit; il en serait ainsi d'une poudre vendue avec une étiquette ou un écrit indiquant que son usage permet d'éviter la grossesse. Or le fait était courant avant l'existence de la loi; de nombreux individus tiraient des revenus considérables de la vente nullement dissimulée (puisque non réprimée) de poudres anticonceptionnelles, complétée généralement par celle d'instruments abortifs. Du dépouillement de la correspondance commerciale saisie pendant quinze jours chez un des individus qui pratiquaient ce commerce lucratif, M. le Professeur Balthazard a pu se convaincre que les bénéfices n'étaient pas inférieurs à cinquante mille francs par an.

TROISIEME PARTIE

L'application de la Loi à la provocation au crime d'avortement et à la four- niture de moyens abortifs.

I. — La provocation au crime d'avortement.

Elle est punie par l'article 1 d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 100 à 3.000 francs.

L'article 1 spécifie les divers modes de provocation : discours proférés dans des lieux ou réunions publiques, vente, mise en vente ou offre même non publique ; exposition, affichage, distribution sur la voie ou dans des lieux publics, distribution à domicile, remise sous bande ou sous enveloppe fermée ou non fermée à la poste ou à tout agent de distribution de livres, d'écrits, d'imprimés, d'annonces d'affiches, des sins et emblèmes ; publicité de cabinets médicaux ou soi-disant médicaux.

Donc la provocation au crime d'avortement devient un délit au même titre que la propagande anticoncep-

tionnelle alors qu'auparavant aucune pénalité ne pouvait lui être appliquée. Les tribunaux ont déjà eu l'occasion d'exercer des poursuites. Le 27 avril 1921, le tribunal de la Seine a condamné le directeur et le gérant d'un journal qui avait publié ces phrases :

« Est-ce que la femme n'est pas maîtresse de ses flancs, de son ventre comme elle est maîtresse de sa chevelure, de son visage, de ses mains ? », et plus loin :

« Est-ce vous qui assurerez l'existence à nos rejetons quand malgré privations et misères l'accouchement s'opérera normalement ? »

Le jugement a été confirmé par un arrêt de la Cour d'Appel de Paris, le 6 décembre 1921 (Voir Revue de Droit Pénal et de criminologie, février 1922).

II. — La fourniture des moyens abortifs.

En ce qui concerne la fourniture de moyens abortifs, l'article 2 de la loi punit des mêmes peines que l'article 1 la mise en vente, la vente, la distribution des remèdes et substances, des instruments ou objets proposés comme moyens d'avortement efficaces.

La loi distingue d'une part les médicaments abortifs qui s'emploient habituellement en ingestion, et d'autre part les instruments qui agissent mécaniquement en violentant l'utérus; elle reproduit sous une autre forme la distinction que l'on trouve dans l'article 317 du Code Pénal, lequel, dans un style quelque peu archaïque, prévoit d'une part les aliments, les breuvages, les mé-

dicaments et d'autre part les violences ou tout autre moyen.

A l'heure actuelle ce sont les manœuvres mécaniques qui, dans la grande majorité des cas, sont employées par les avorteuses professionnelles. Ces manœuvres consistent soit dans la ponction de la poche amniotique, soit dans le décollement des membranes par injection in utero d'un liquide sous pression.

Il est évident que lorsqu'on pratique la ponction des membranes, point n'est besoin d'une instrumentation compliquée : tout objet piquant est apte à remplir cet office, qu'il s'agisse d'une baleine de parapluie, d'une épingle à chapeau, d'une aiguille à tricoter, d'une tringle de rideau, etc... On peut dire que sur ce point l'imagination des avorteuses a été des plus fertiles car nombreuse est la liste des objets aussi variés qu'inattendus qui ont été utilisés dans le but de rompre les membranes. C'est donc une remarque de bon sens de dire que la vente de ces objets, qui présentent tous pour d'autres usages des utilités incontestables ne saurait être interdite ni punie; c'est ce qu'a fait valoir M. le Professeur Pinard lors de la discussion de la loi : « Dans votre article 2, disait-il, vous interdisez la vente des objets qui peuvent servir à pratiquer l'avortement, mais le premier objet venu, un porte-plume, peut être utilisé dans ce but ».

Il est évident qu'à ce point de vue la nouvelle loi ne peut donner aucun résultat, mais ce n'est pas une raison suffisante pour lui dénier toute utilité : une pareille affirmation serait en même temps une erreur.

Le second procédé, celui du décollement des membranes, est en effet très usité dans le monde des avorteuses; or il faut pour le réaliser une seringue et une longue sonde rigide ou semi-rigide. De semblables instruments, n'ayant d'autre rôle avouable que celui de provoquer l'avortement, étaient vendus d'une façon courante par les herboristes et les bandagistes. « On vend sans grand mystère, sous le nom de canule anglaise, un instrument composé d'une poire en caoutchouc munie d'une longue et fine canule en os. Des brochures répandues par des propagateurs de l'idée néomalthusienne enseignent, avec figures anatomiques à l'appui, la manière d'employer efficacement cet instrument que certaines femmes savent manœuvrer pour s'opérer elles-mêmes » (Vibert, *Traité de Médecine légale*).

La loi réalisera certainement un progrès appréciable si elle peut mettre un terme au trafic de ces instruments.

Il reste maintenant à étudier les « remèdes et substances » dont la vente ou la distribution pourra être réprimée par l'article 2 de la loi.

Il faut remarquer que l'article 2 punit les individus qui fournissent ces drogues pourvu qu'ils les proposent comme moyens d'avortement efficaces alors même qu'en réalité elles seraient inaptes à réaliser but. Ce fait a une certaine importance : dans les milieux populaires on croit en effet aux vertus abortives de produits végétaux fort variés, alors qu'en vérité les

substances douées de propriétés réelles sont rares. Si le législateur n'avait ici formellement exprimé sa volonté, un doute aurait pu subsister et les tribunaux auraient parfois pu se demander si la vente de certains produits, malgré les dangers de leur emploi, pouvait être poursuivie en vertu de la loi de 1920; en effet, les experts auraient pu nier les propriétés abortives de certaines substances, l'avocat de l'inculpé aurait pu soutenir que le délit étant impossible il n'y avait pas lieu d'appliquer la pénalité.

Du fait de la disposition de l'article 2, cette éventualité ne se réalisera pas et il est incontestable que la vente de tous les médicaments réputés abortifs, que cette réputation soit exacte ou qu'elle soit au contraire surfaite, tombe sous le coup de la loi.

Les remèdes à réputation abortive surfaite sont nombreux : ce sont le genévrier (*juniperus communis*), le thuia, la tanaïsie (*tanacetum vulgare*) qui est une composée dont on utilise les sommités fleuries comme médicament anthelminthique dans les cas d'oxygurose; ils peuvent déterminer un empoisonnement de la mère s'ils sont employés à fortes doses.

D'autres conifères sont également dangereux : les feuilles de l'if renferment un principe qui agit violemment sur l'appareil gastro-intestinal déterminant de la diarrhée et des vomissements; elles peuvent tuer la femme en moins d'un jour sans que l'avortement se réalise. La sabine (*juniperus sabina*) fait avorter, mais le plus souvent en tuant, la mère¹ présentant des hémor-

ragies variées (hématurie, métrorragie) et tombant dans le coma peu de temps après l'expulsion de son fœtus.

Le safran, l'absinthe, l'apiol qui est un principe extrait du persil utilisé comme emménagogue, sont moins toxiques que les substances précédentes, mais leurs propriétés abortives sont encore plus contestables.

L'article 2 s'appliquera a fortiori à la vente des produits suivants dont les propriétés abortives sont plus nettement caractérisées :

L'ergot de seigle est la forme sclérotique du *claviceps purpurea*, champignon qui, dans les années humides, envahit les grains de certaines graminées (seigle, avoine). Jadis les céréales non privées des ergots et servant à l'alimentation ont donné lieu à des maladies d'ergotisme caractérisées par des plaques d'anesthésie siégeant aux extrémités, suivies de gangrène sèche ou humide, et par des accidents convulsifs. Ces maux, fréquents au Moyen-Age, avaient fortement impressionné l'imagination populaire de l'époque qui leur avait volontiers attribué une origine divine, d'où les noms qui leur furent donnés : feu de Saint-Antoine, Mal des Ardents, etc... Actuellement, l'ergot de seigle est utilisé de façon courante soit comme stimulant des contractions utérines au cours des accouchements laborieux — bien que des accoucheurs qualifiés l'accusent de provoquer la tétanisation et de faciliter la rupture du muscle utérin — soit

surtout comme agent hémostatique dans les hémorragies de la délivrance; un décret de 1873 a autorisé les sages-femmes à en faire usage. Les propriétés sont les mêmes que l'on utilise la poudre d'ergot, l'extrait aqueux ou ergotine Bonjean, l'extrait alcoolique ou ergotine Yvon, l'ergotinine qui est l'alcaloïde extrait par Tanret. C'est surtout la poudre d'ergot aux doses de plusieurs grammes qui est utilisée dans les avortements criminels. Selon M. le Professeur Lacassagne, l'ergot pulvérisé, à la dose de 8 grammes, provoque de la céphalée, des vertiges, du ralentissement et de la faiblesse du pouls, puis la mort. Son emploi comme abortif est donc dangereux : la mort de la femme, si elle n'est pas fatale, est néanmoins toujours possible.

La rue (*ruta gravolens*), de la famille des rutacées, est une herbe vivace très répandue : la décoction de feuilles a des propriétés abortives assez nettes, mais presque toujours l'avortement s'accompagne de symptômes d'intoxication grave pour la mère.

Certains purgatifs — et parmi eux tout le groupe des drastiques — sont dangereux par leurs propriétés irritantes qui déterminent la congestion des organes pelviens; il en est ainsi pour la gomme gutte, l'huile de croton, la coloquinte, la bryone, le jalap, l'eau-de-vie allemande composée de teintures de jalap et de scammonée.

Pour les mêmes raisons, les thérapeutes proscrivent l'usage de l'aloès chez les femmes enceintes, les hémorroïdiaires et les lithiasiques vésicaux.

Le sulfate et les autres sels de quinine ne doivent

pas être administrés aux paludéennes enceintes, ces substances pouvant à hautes doses avoir des propriétés abortives.

Donc toute personne qui procurera à une femme enceinte les médicaments énumérés ci-dessus, pourra être punie en vertu de l'article 2, même si la femme prise de scrupules ou hésitante devant le danger n'en fait pas usage. La pénalité (six mois à trois ans de prison, 100 à 3.000 fr. d'amende) est assez intimidante pour faire réfléchir les vendeurs. Une question se posera parfois : on a vu que ces médicaments, outre leurs propriétés abortives, en ont d'autres et sont employés en médecine soit comme emmenagogues, soit comme anthelminthiques, soit comme hémostatiques, soit enfin comme purgatifs. Le médecin qui les aurait prescrit sur une ordonnance à une femme enceinte pourrait-il arguer d'une de ces diverses propriétés pour nier toute intention criminelle de sa part ? Selon l'opinion de M. le Professeur Balthazard, il arrivera rarement à pouvoir se justifier. S'il peut, à la rigueur, lui arriver de prescrire une de ces substances aux doses usuelles chez une femme enceinte par suite d'une erreur de diagnostic, la grossesse ayant par exemple été confondue avec un fibrome utérin, la justification sera plus difficile lorsque les experts auront établi que la quantité prescrite est de beaucoup supérieure à la dose thérapeutique courante, les doses élevées étant indispensables pour obtenir l'effet abortif désiré.

Quant au pharmacien qui aura fourni ces substances à une femme enceinte, le fait de les avoir délivrées sans ordonnance constituera déjà une charge grave. Dans certains cas, d'ailleurs, la délivrance de ces médicaments ou même le seul renouvellement d'une ordonnance précédente lui est formellement interdit. Cette interdiction résulte de la loi du 12 juillet 1916 concernant l'importation, le commerce et l'usage des substances vénéneuses; elle s'applique à un certain nombre d'abortifs qui sont compris dans le tableau A, notamment à l'ergot de seigle, l'ergotinine, l'extrait fluide d'ergot, à l'huile de croton, à la rue, à la sabine. S'il en était ainsi, le pharmacien pourrait se voir poursuivi sous deux chefs d'inculpation différents : d'une part pour infraction à la loi de 1916 sur le commerce et l'usage des substances vénéneuses, d'autre part pour fourniture de remèdes abortifs en vertu de la loi de 1920. Par le jeu du principe du non cumul des peines, seule la pénalité la plus forte serait appliquée, dans l'espèce celle de la loi de 1920 puisqu'elle prévoit jusqu'à 3 années d'emprisonnement.

QUATRIEME PARTIE

L'application de la Loi de 1920 aux tentatives d'avortement pratiquées sur une femme non enceinte.

Il faut rappeler ici ce que sont ces tentatives et les conséquences pathologiques qui peuvent en résulter pour la femme, puis étudier ensuite comment la loi de 1920 complète, à ce point de vue, la législation antérieurement existante.

a) Les tentatives d'avortement pratiquées sur des femmes non enceintes et leurs suites pathologiques.

Il est des femmes qui ont une telle phobie de la maternité qu'elles pratiquent ou font pratiquer sur elles des manœuvres abortives au moindre soupçon de grossesse. Ces manœuvres s'exécutent avec les instruments habituels : ou bien on s'efforce de percer les membranes avec un des multiples instruments piquants qui ont été signalés plus haut, de façon à obte-

nir l'écoulement du liquide amniotique et consécutivement l'expulsion du produit de conception, ou bien on cherche à obtenir le décollement des membranes en employant une seringue emboutie sur une longue sonde rigide et on injecte avec force dans la cavité utérine dix à quinze centimètres cube d'un liquide quelconque.

Ces manœuvres ne peuvent évidemment être suivies d'aucun résultat et il semble bien que les tentatives pratiquées sur des femmes non enceintes dussent être moins graves que celles qui sont exercées sur des femmes en état de gestation. On peut remarquer, en effet, qu'il n'existe pas chez les premières de surface d'insertion placentaire; cette surface est après le décollement de l'œuf une vaste plaie dont les veines sont béantes et constitue une voie de pénétration naturelle pour les agents microbiens qui pourront ultérieurement, si les précautions aseptiques ont été négligées, déterminer toute la gamme des accidents infectieux, depuis la phlébite des sinus utérins ou la phlegmatia albadolens jusqu'à la grave et souvent mortelle septicémie streptococcique de l'infection puerpérale; d'autre part la communication directe de la cavité utérine avec le système veineux, par l'intermédiaire de la plaie placentaire, est de nature à faciliter au premier chef la résorption des liquides toxiques qui y sont injectés sous pression : le fait s'observe souvent en dehors de toute tentative criminelle et, parmi les intoxications mercurielles, les plus fréquentes sont celles dûes aux injections intra-utérines de sublimé

chez les nouvelles accouchées, les sages-femmes ayant été autorisées par un décret de 1890 à faire usage de cet antiseptique. Il est évident que ces intoxications s'observent avec une fréquence et une gravité particulières au cours des manœuvres abortives lorsque les matrones, pour provoquer le décollement de l'œuf, injectent sous pression et sans aucune précaution antiseptique des liquides caustiques tels que l'eau de Javel commerciale, du pétrole, des macérations de tabac, de l'eau savonneuse. Lorsqu'il s'agit d'injections d'eau de Javel plus ou moins diluée, l'hypochlorite pénètre dans les sinus béants et réalise in vivo, à l'intérieur même des veines, la réaction classique de décomposition de l'urée telle qu'on la pratique dans l'uréomètre d'Yvon au cours des dosages urinaires ou lorsqu'on veut mesurer le degré d'azotémie d'un brightique. L'azote produit par la réaction peut provoquer, en se dégageant, des embolies gazeuses mortelles. Les embolies gazeuses se produisent d'ailleurs à la suite d'injections de liquides non toxiques, comme de l'eau ordinaire, si la seringue n'a pas été soigneusement expurgée d'air, précaution que négligent souvent les avorteuses. Le gaz injecté sous pression pénètre dans les sinus utérins puis dans les veines hypogastrique et cave, de sorte que si, après avoir ligaturé les vaisseaux à la base du cœur, on en ouvre les cavités sous l'eau on pourra voir des bulles d'air se dégager. M. le Professeur Balthazard est persuadé que nombre de morts subites, dont l'étiologie demeurait jadis obscure et que l'on classait parmi les faits d'inhibition, relèvent

en réalité de ce mécanisme. Ce fut vraisemblablement le cas pour une des victimes de la femme Thomas.

On peut remarquer, en second lieu, qu'il ne peut y avoir, chez la femme non enceinte, de phénomènes de rétention placentaire. Or on sait avec quelle fréquence s'observe cet accident dans l'avortement criminel : l'utérus, excité artificiellement, a peu de tendance à fournir des contractions énergiques; celles-ci risquent d'être insuffisantes à détacher le placenta qui alors ne se décolle qu'avec assez de difficultés. Dans le cas où l'avortement criminel est obtenu au moyen d'une injection de liquide poussée sous pression dans l'utérus, le décollement produit est irrégulier, laissant par places, adhérents à la paroi utérine, des fragments de tissu placentaire. Ces rétentions placentaires totales ou partielles entraînent habituellement des complications hémorragiques ou infectieuses qui obligent fréquemment la victime à se faire soigner ou à se faire hospitaliser dans les jours qui suivent l'avortement; à ce moment surviennent en effet des hémorragies graves, persistantes et à répétition, dues au décollement des parcelles placentaires, ou bien éclatent des phénomènes fébriles avec accélération du pouls, écoulements malodorants ou fétides.

L'absence de surface cruentée répondant à l'insertion placentaire, l'impossibilité de rétention de cotylédons sont certes des facteurs de moindre gravité lorsqu'il s'agit de manœuvres pratiquées sur une femme non enceinte.

Ce serait cependant une grosse erreur de conclure à l'inocuité des tentatives exercées dans ces conditions. Le docteur Percheval, dans une thèse soutenue en 1911, a montré que les manœuvres pratiquées sur un utérus vide sont loin d'être inoffensives pour la femme : sur seize observations recueillies par lui dans les services des hôpitaux parisiens, des accidents plus ou moins graves ont éclaté dans tous les cas et abouti six fois à la mort. Cet auteur a expliqué les raisons qui font la gravité de ces manœuvres :

Le traumatisme s'exerce non plus sur l'œuf, mais sur la paroi utérine; celle-ci, soumise à l'action vulnérante de l'instrument (épingles, tige en fer, etc...) non stérilisé, s'infecte directement. Un facteur important de gravité tient en second lieu à la répétition des tentatives : en effet le critérium de la réussite des manœuvres étant l'expulsion de l'œuf, l'avorteuse ou la femme elle-même ne voyant pas ce résultat survenir sont naturellement enclines à les multiplier et ceci avec une violence toujours croissante, au point qu'il en résulte des lésions multiples du vagin, des culs-de-sac, du col et parfois même de la vulve.

Enfin la perforation de l'utérus s'observe assez fréquemment dans ces cas. Elle est favorisée par la disposition anatomique qu'affecte l'utérus : normalement existe une antéflexion légère en raison de laquelle l'axe du col ne se continue pas avec celui du corps utérin, mais fait avec lui un angle ouvert en avant. Si cette flexion a pu causer la perforation de l'organe lors de l'exploration par l'hystéromètre ou lors du cathé-

térisme utérin pratiqués par des gynécologues de profession, on conçoit facilement que lorsque des matrones, ignorantes de ces détails anatomiques, pratiquent des manœuvres abortives ces perforations soient de beaucoup plus fréquentes. Les choses se passent généralement de la façon suivante : la femme se tient debout, une cuvette entre les jambes; l'avorteuse à genoux devant elle pratique le toucher afin de reconnaître l'orientation du col; de l'autre main elle introduit dans les voies génitales de sa victime la seringue toute armée et munie d'une sonde; arrivée au contact du col, elle fait pénétrer brusquement la sonde dans le canal cervical puis elle pousse ensuite l'injection. Si cette introduction est trop brutale le bout de la sonde rigide vient buter, du fait de l'antéflexion utérine, contre la paroi postérieure du canal cervical ou du segment inférieur de l'utérus; si la pression continue il la perfore et passe dans la cavité péritonéale et alors on peut voir peu de temps après se réaliser le syndrome clinique de la péritonite aiguë (faciès grippé, ventre ballonné, vomissements porracés, pòuls filant).

Si le liquide injecté est caustique (pétrole, macération de tabac) on peut observer, comme chez la femme enceinte et sans qu'une perforation de l'utérus soit nécessaire, des phénomènes généraux très graves liés à la gangrène et au sphacèle de l'utérus. Percheval n'a pas été le seul à publier des observations de ce genre; les auteurs allemands en ont publié de nombreux cas depuis.

Zweifel rapporte une observation où les tentatives répétées avaient détruit la majeure partie du col jusqu'à l'orifice interne de l'utérus (*Deutsche medizinische Wochenschrift*, 1913). Sippel rapporte l'histoire d'une femme de 47 ans qui, craignant d'être enceinte, s'introduisit une aiguille à tricoter dans les parties génitales : l'aiguille pénétra dans l'S iliaque déterminant un processus gangréneux (*Zeitblatt für Gynäkologie*, 1912). Jung cite le cas d'une jeune femme de 22 ans qui, ayant vu ses règles disparaître, tente de s'introduire, à l'aide d'un injecteur muni d'une longue canule, une solution de savon dans l'utérus : l'autopsie montra une perforation du sommet de la vessie conduisant dans un abcès situé entre cet organe et la symphyse. La femme n'avait pas, comme elle le croyait, rencontré le col utérin, mais elle avait perforé sa vessie (*Zeitblatt für Gynäkologie*, 1912).

Thoma rapporte l'observation d'une femme qui, se croyant enceinte, se fit pratiquer par son mari une injection forcée à l'aide d'un injecteur en caoutchouc muni d'une canule utérine : elle s'évanouit au milieu de douleurs violentes. L'opération pratiquée sur le champ montra qu'il n'y avait pas de grossesse, mais une perforation sous péritonéale du col (*Zeiblatt für Gynäkologie*, 1912).

On peut remarquer que si certaines femmes, croyant à une grossesse inexistante, ont recours aux manœuvres abortives, elles peuvent à fortiori y avoir recours dans une grossesse ectopique tubaire ou ovarienne méconnue; ici, la suppression des règles, l'aug-

mentation du volume du ventre, l'apparition des phénomènes sympathiques de la grossesse concordent pour les faire croire à une gestation utérine normale : elles tentent alors soit la perforation des membranes, soit le décollement de l'œuf. Les conséquences pathologiques sont les mêmes que dans les cas précédents et il y a en outre un danger supplémentaire : la possibilité de provoquer une rupture tubaire. Ces cas quoique rares ne sont pas exceptionnels. Von Neugebauer a pu, en 1913, en réunir 29 observations (*Gynäkologische Rundschau*).

b) La répression des manœuvres abortives chez les femmes non enceintes avant et depuis la Loi de 1920.

Un premier point est net : les manœuvres abortives pratiquées sur une femme non enceinte ne relèvent pas de l'article 317 du Code Pénal; pour qu'il y ait crime d'avortement, une condition indispensable est la grossesse de la femme.

Il en est ainsi même si l'auteur des tentatives a agi avec des intentions criminelles nettement caractérisées.

Au premier abord cette solution peut paraître bizarre, on pourrait objecter : « L'accomplissement du délit n'est pas indispensable pour que son auteur tombe sous le coup de la loi pénale; la tentative est réprimée au même titre que le délit ». Elle résulte cependant d'une théorie classique qui domine encore

notre droit pénal : celle du délit impossible qui peut se résumer dans le syllogisme suivant :

« Le Code Pénal réprime bien la tentative, mais celle-ci suppose un commencement d'exécution. Or on ne peut commencer à exécuter une infraction dont l'exécution est impossible. Donc là où il ne peut y avoir d'exécution il ne peut y avoir de tentative ». L'exemple classique qui est donné le plus souvent est celui du pickpocket qui met la main dans la poche vide d'un vêtement : le vol ne pouvant être exécuté il ne saurait y avoir tentative de vol.

La jurisprudence s'est efforcée, dans bien des cas, à introduire des amendements à cette théorie trop rigide en distinguant, par exemple, des impossibilités absolues dans lesquelles la tentative doit rester impunie et des impossibilités relatives dans lesquelles elle est punissable. Mais, en ce qui concerne les affaires d'avortement, la Cour de Cassation a toujours intégralement admis la théorie du délit impossible. Elle a reconnu la possibilité que des manœuvres coupables, semblables à celles que prévoit l'article 317 du Code Pénal, soient opérées sur une femme ayant l'apparence d'une femme enceinte alors qu'en réalité il n'existe pas de grossesse, mais elle a jugé que « là où se rencontre une impossibilité matérielle à la perpétration du crime même, se rencontre une impossibilité de même nature pour l'existence en fait et la qualification en droit de la tentative d'avortement. La qualification manque d'un élément essentiel si le fait de grossesse n'existe pas »,

On ne saurait mieux consacrer la théorie du délit impossible : puisque l'application de l'article 317 était formellement écartée par la jurisprudence, on peut se demander comment jouait la répression avant la loi de 1920

Si l'on excepte les cas où les manœuvres abortives étaient suivies de conséquences très graves pour la femme, par exemple une péritonite suraiguë mortelle produite par une perforation utérine, auquel cas l'auteur pouvait être poursuivi pour coups et blessures ayant entraîné la mort, on peut dire que la répression était inexistante, témoin le fait suivant rapporté par M. le Professeur Balthazard dans son précis de médecine légale.

En 1908, M. Dron, maire de Tourcoing, ayant constaté une diminution notable des naissances dans la ville, demanda à des policiers de rechercher les avorteuses. Ceux-ci, accompagnés d'une femme pour laquelle ils demandaient l'avortement, en découvrirent 26, mais les poursuites ne purent être intentées à ces avorteuses malgré le commencement d'exécution car la femme n'était pas enceinte.

Dans l'espèce, il y avait bien une provocation de la part de la police, mais néanmoins les intentions criminelles de ces personnes étaient patentes, s'étant extériorisées par des actes d'interprétation non douteuse ; l'intérêt social exigeait leur punition ou tout au moins qu'elles fussent mises dans l'impossibilité de continuer leur coupable profession. Les pures abstractions mènent souvent à de mauvaises conséquences pra-

tiques. La théorie juridique du délit impossible, raisonnement syllogistique construit selon les règles de la plus rigoureuse logique, aboutissait dans le cas particulier à des résultats pratiquement déplorables en assurant l'impunité à des individus socialement dangereux. Elle jouait en créant dans notre législation pénale une lacune regrettable. Aussi est-ce à juste titre que, dans la conclusion de sa thèse, Percheval préconisait — à l'instar d'ailleurs de ce qui existe dans la plupart des législations européennes — l'adoption de mesures légales grâce auxquelles on pourrait considérer comme une tentative d'avortement les manœuvres pratiquées sur un utérus vide. Or cette réforme, dont il montrait l'utilité, n'est pas venue; par contre, nous avons depuis deux ans un nouveau texte en matière de provocation à l'avortement. Il faut donc étudier si la loi de 1920 remédie à la situation antérieure, telle qu'elle vient d'être résumée, et dans quelle mesure elle y réussit.

Si on se reporte aux textes de la loi on s'aperçoit qu'aucun article ne vise directement les tentatives d'avortement exercées sur les femmes non enceintes; si d'autre part on se reporte aux débats qui ont précédé le vote de la loi et qui sont relatés dans le Journal Officiel du 24 juillet 1920, on ne relève aucune allusion à cette question. Il semble bien que les auteurs de la loi, dans l'ignorance de la fréquence de ces faits, n'aient pas songé à une éventualité qui aurait pu leur paraître

exceptionnelle et par conséquent peu digne de considération.

Mais ceci importe peu, car fort heureusement les termes de la loi sont suffisamment larges pour que rien ne fasse obstacle à une interprétation d'ailleurs strictement conforme à son esprit et à son but.

L'article 2 punit la vente, la distribution de remèdes, substances, instruments proposés comme moyens d'avortement; seraient-ils en réalité inaptes à les réaliser. L'article 1 va jusqu'à punir la divulgation, par affichage, distribution à domicile, remise sous bande ou enveloppe, de livres, d'écrits, d'annonces, etc., des moyens qui sont de nature à provoquer l'avortement.

Si la vente, la fourniture, et même la simple indication des instruments et des remèdes abortifs tombe sous le coup de la loi, il ne paraît guère contestable qu'a fortiori la mise en œuvre de ces remèdes et de ces instruments, même sur une femme non enceinte, doive être réprimée par la même loi. D'autre part, l'article 5 rappelle que si l'avortement a été consommé l'article 317 du Code Pénal reprendra son empire. N'est-ce pas sous-entendre que dans tous les autres cas — et aucun texte ne vient exclure les tentatives d'avortement pratiquées en dehors de toute gestation — la loi de 1920 doit recevoir son application.

On pourra peut-être prétendre que la théorie du délit impossible, en raison même de son ancienneté, s'impose au juge tant qu'elle n'est pas expressément infirmée par un texte formel. Or si en matière d'avortement la Cour de Cassation a toujours fait l'applica-

tion intégrale de cette théorie, celle-ci a par ailleurs, en bien d'autres matières, subi un certain nombre d'entorses, la jurisprudence s'étant efforcée d'en atténuer la portée en distinguant des impossibilités relatives et absolues. Il est facile de remarquer que la loi de 1920 contient une dérogation à la théorie du délit impossible : l'article 2 l'infirmes formellement en réprimant la vente et la distribution d'instruments ou de remèdes proposés comme moyens d'avortement « *seraient-ils en réalité inaptes à les réaliser* ». Une dérogation aussi nette découlant directement du texte ne pouvait passer inaperçue; aussi est-ce un argument dont s'emparèrent les adversaires de la loi, notamment M. Berthon.

« Vous punissez, disait-il, ce qu'à l'Ecole de Droit on qualifiait de crime impossible. Il est reconnu par tous les légistes que l'on ne peut poursuivre celui qui, même l'ayant voulu, s'est trouvé en face d'une situation de fait telle que son crime était impossible. Vos textes sont tels que vous allez faire condamner le délit impossible.

« Si vous voulez faire fi de la tradition juridique et innover d'une façon qui va mettre les tribunaux dans le plus grand embarras, faites-le. Je n'en prends pas la responsabilité ! ». Or la Chambre ne se laissa pas impressionner par cet argument et l'article 2 fut voté sans amendement. Ceci prouve bien que, dans l'esprit des auteurs de la loi, la théorie du délit impossible n'avait nullement la valeur d'un dogme intangible.

Donc raisons de texte d'une part, de l'autre argu-

iments tirés de l'étude des débats qui ont précédé le vote et qui permettent de saisir l'esprit des législateurs portent à conclure que la loi de 1920 englobe dans sa pénalité les manœuvres abortives pratiquées sur les femmes en dehors de toute gestation. C'est d'ailleurs la voie dans laquelle s'engage la jurisprudence : la première application de la loi de 1920 aux tentatives d'avortement pratiquées sur une femme non enceinte a été faite par la dixième Chambre le 29 juin 1922. Il s'agissait d'un préparateur en pharmacie qui avait indiqué par lettre à une jeune femme les moyens de se faire avorter. Celle-ci craignant de ne pouvoir y réussir seule se décida, au mois de septembre 1921, à venir à Paris afin que le complice puisse pratiquer lui-même l'intervention. Ce dernier reconnaissait avoir pratiqué à l'aide d'une sonde une injection intratérine de glycérine iodée et avoir recommandé à sa cliente de garder la sonde en place pendant 24 heures. Or l'expertise médicale, qui eut lieu au mois de mai 1922, ne put établir la réalité de la grossesse de la femme au moment où elle fit pratiquer les tentatives d'avortement : le col de l'utérus présentait bien des déchirures, mais celles-ci étaient en rapport avec deux accouchements antérieurs; de plus, lors de l'examen, la situation était compliquée par l'existence d'une gestation remontant à trois mois environ.

L'avocat de l'accusé ne manqua pas de soutenir que puisque la jeune femme n'était pas en état de grossesse lors des manœuvres abortives, ou du moins puisque le contraire ne pouvait être prouvé, on se trouvait dans

le cas de crime impossible et que conformément à la tradition juridique on ne devait pas retenir la prévention.

Certes l'article 317 du Code Pénal ne pouvait s'appliquer, mais l'indication et la fourniture d'instruments de nature à provoquer l'avortement en cas de grossesse constituaient au moins le délit prévu par l'article 2 de la loi du 31 juillet 1920 qui punit la vente et la distribution de ces instruments.

C'est en effet la solution à laquelle s'est décidée le tribunal.

« Attendu que si le Docteur Balthazard, dans son rapport, n'a pu certifier que la dame C... ait été enceinte, il résulte de ses explications et de ses déclarations à l'audience que les manœuvres pratiquées à la sus-nommée étaient parfaitement capables de provoquer l'avortement au cas où elle aurait été enceinte.

« Que ces faits constituent le délit de provocation à l'avortement.

« — Par ces motifs — Déclare F... coupable, depuis le 31 juillet 1921, d'avoir vendu, mis en vente ou fait vendre, distribué ou fait distribuer, de quelque manière que ce soit, des remèdes, substances, instruments ou objets quelconques sachant qu'ils étaient destinés à commettre le crime d'avortement, lors même que cet avortement n'aurait été ni consumé ni tenté. Délit prévu et puni par l'article 2 de la loi du 31 juillet 1920.

« Condamne F... à six mois d'emprisonnement et cinq cents francs d'amende, le condamne en outre aux dépens ».

CONCLUSIONS

Les statistiques de recensement montrent que la France, étant donné la richesse de son sol et la faible densité de sa population comparée à celle des autres pays européens, est en voie de constituer de plus en plus un véritable paradoxe démographique et menace d'être submergée tôt ou tard sous le flot débordant des populations des nations voisines qui croissent et prospèrent.

Cette situation fort grave doit retenir l'attention des pouvoirs publics. Le problème est vaste et complexe; il ne faut pas espérer, comme on a fait jusqu'à présent, pouvoir le résoudre par des mesures fragmentaires qui ne peuvent aboutir qu'à des résultats insuffisants.

A l'heure actuelle, c'est une véritable politique de repopulation qui s'impose au Parlement : il faut rendre moins illusoirs les menues faveurs accordées jusqu'à présent aux familles nombreuses; ne pas craindre, s'il est démontré que de telles réformes sont nécessaires pour encourager la plurinatalité, de modifier profondément nos lois fiscales, électorales, militaires et même notre régime successoral.

La lutte contre l'avortement criminel s'impose : étant donné la terrible extension de ce fléau social il est regrettable qu'après plus de deux années de discussions stériles les Chambres n'aient pu se mettre d'accord pour adopter un système de répression efficace, celui prévu par l'article 317 du Code Pénal étant de l'avis de tous, juristes et médecins, notoirement insuffisant.

La loi du 31 juillet 1920, objet de cette étude, ne s'applique qu'à une faible partie du problème : elle est néanmoins très intéressante car elle répond à un besoin urgent et, si les tribunaux répressifs savent l'employer judicieusement, elle pourra sinon supprimer, du moins atténuer dans une large mesure les funestes effets de la propagande néo-malthusienne.

On peut cependant déplorer que la vente d'instruments dont le seul rôle est de faire obstacle à la fécondation ne soit pas punie ipso facto et que les tribunaux, s'attachant à une interprétation trop étroite du texte de l'article 3, ne voient pas dans la distribution ou la vente de ces instruments un élément intentionnel suffisant pour justifier l'application de la pénalité.

Au contraire, la vente des produits spermaticides, des « poudres anticonceptionnelles », étant donné les multiples usages des substances habituellement employées, ne pourra jamais être punie ipso facto ; il faudra toujours établir l'intention délictueuse du fournisseur : celle-ci résultera souvent de la mention sur

la boîte ou le flacon qui le contient des propriétés spermaticides du produit.

La fourniture d'instruments et de remèdes abortifs est réprimée par l'article 2 qui prévoit une pénalité assez forte pour le fournisseur, même si la femme ne fait pas usage de ces remèdes ou instruments et même s'ils sont inefficaces.

Le même article 2 remédie à une ancienne lacune de notre droit pénal car il réprime indirectement les tentatives d'avortement pratiquées sur des femmes qui ne sont pas en état de gestation. Antérieurement à la loi de 1920, l'application de l'article 317 du Code Pénal était écartée dans ces cas en vertu de la théorie du crime impossible et l'impunité était assurée au complice. Désormais, au contraire, le complice qui se livrera à de semblables manœuvres pourra se voir poursuivi, en vertu de l'article 2 de la loi de 1920, pour fourniture d'instruments ou de remèdes abortifs

Vu: Bon à imprimer :
Le Président de Thèse,
BALTHAZARD.

VU et PERMIS d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL.

VU
Le Doyen,
ROGER.

BIBLIOGRAPHIE

BALTHAZARD et E. PRÉVOST. — *Une plaie sociale*. Maloine 1912.

— *Précis de médecine légale*.

GIDE (Charles). — *Principes d'économie politique*.

GILÉNIOT (D^r Paul). — Risques et dangers de l'avortement criminel et des manœuvres abortives (*Bulletin Médical*, décembre 1919).

JOURNAL OFFICIEL. — 29 mars 1920 ; 24 juillet 1920.

LACASSAGNE. — *Précis de médecine légale*.

PERCHEVAL. — *Thèse de Paris*, 1911. Des manœuvres abortives chez les femmes qui ne sont pas enceintes.

REVUE DE DROIT PÉNAL ET DE CRIMINOLOGIE, février 1922.

SALMON. — L'avortement criminel et sa répression. *Thèse de Paris*, 1921.

STRASSMANN. — Die Gefahren intrauteriner Eingriffe. *Aeztliche Zeitung*, juin 1910.

VIBERT. — *Traité de médecine légale*.

Imprimerie Spéciale de la Librairie LE FRANÇOIS
91, boulevard Saint-Germain, Paris

